

SUR LA NOUVELLE ÉMIGRATION ESPAGNOLE...

Les dernières années, l'émigration contrôlée des travailleurs espagnols vers les pays de l'Europe occidentale - sans parler de l'émigration clandestine qui, dans certains cas, double les chiffres officiels franquistes - a connu un développement progressif: 59.275 ouvriers traversent la frontière en 1959; 79.775 en 1960; 140.269 en 1961; 186.097 en 1962; 200.285 en 1963. Les services espagnols de l'Émigration n'ont pas encore publié les totaux pour l'année 1964, mais il semble que le chiffre soit beaucoup plus important que celui de l'année précédente. Les perspectives pour 1965 - étant donné les variations de l'emploi dans certains des pays qui reçoivent de la main-d'œuvre étrangère -, ne sont pas très prometteuses. Nous employons, bien entendu, ce terme dans son acception franquiste, c'est-à-dire en considérant l'exportation des ouvriers comme un élément financier d'importance exceptionnelle (ces dernières années, les envois de fonds effectués par les émigrants ont suivi de près les entrées de devises fournies par le tourisme. Ces deux sources de devises sont la meilleure base des finances espagnoles.

Sans faire état de multiples difficultés que connaissent ces nouveaux émigrés dans les pays qui profitent de leurs efforts - conditions de travail presque toujours inhumaines -, je voudrais parler aujourd'hui des rapports de ces actuels émigrants avec leurs prédécesseurs de la guerre civile, incluant dans cette première émigration les hommes qui ont passé la frontière postérieurement, fuyant l'implacable répression policière qui accompagne les actes de résistance.

Après l'arrivée massive des *«bonnes à tout faire»* (besogne dont les jeunes filles françaises ne veulent plus se charger, et elles ont bien raison!), commença à déferler la nouvelle vague des ouvriers espagnols. Les anciens émigrés (les libertaires comme les autres) s'isolèrent dans leur tour d'ivoire en disant: *«Ces gens-là n'ont rien dans la tête, il ne nous faut pas perdre notre temps avec eux»*. L'échec des premières rencontres justifiait, en partie, cet avis. Pourtant, peu après, cet isolement devenait injustifiable: il suffisait de considérer le volume de cette nouvelle émigration, d'observer la variété des professions représentées, pour en comprendre l'importance et réaliser l'absurdité de cet entêtement à vouloir l'ignorer. Bien qu'absurde, c'est cependant cette position qui a prévalu.

Ainsi, favorisées par la dispersion des anciens émigrés, les vagues successives des nouveaux arrivants devaient donner un caractère différent à la présence espagnole dans les pays d'Europe occidentale. Presque partout - et plus particulièrement dans les grands centres industriels - les anciens émigrés furent numériquement écrasés. Dans le bâtiment, ainsi que dans certaines usines, l'avance de la nouvelle émigration fut d'une rapidité surprenante. Cependant, ailleurs, les anciens émigrés, plus ou moins isolés, ne se rendaient pas toujours compte du changement qui s'opérait. Pour certains camarades, la révélation eut lieu au hasard d'une promenade, à Paris ou ailleurs. Pour d'autres, ce fut sur un terrain de football où ils assistaient à un match entre les équipes de France et d'Espagne. Ils avaient l'intention, comme lors de précédentes rencontres, de faire un peu de bruit et à interrompre l'interprétation de la Marche Royale, hymne adopté par Franco. La fanfare commençant l'exécution de l'hymne, ces camarades se mirent à l'œuvre, mais, à leur grande surprise, d'autres Espagnols (nouvelle vague), mus par le ressort patriotard se mirent à applaudir sans savoir pourquoi. Ils étaient plus nombreux, beaucoup plus nombreux que les anciens émigrés. Il y avait donc quelque chose de changé.

Le passage de la frontière est un défilé continu. Dans chaque gare pyrénéenne, et Hendaye en particulier, le même spectacle lamentable: des ouvriers arrivent, généralement mal habillés - à présent, les trois-quarts des émigrants sont des manœuvres ou des paysans -, portant des malles en bois ou des sacs rapiécés. Ils sont parfois suivis des femmes et des enfants, chargés de paniers et de paquets de toutes

sortes, et cela rappelle les évacuations du temps de la guerre. Des centaines de milliers d'Espagnols vivent donc aujourd'hui, non seulement en France, mais dans des pays où l'émigration était jusqu'ici infime, la Belgique par exemple, d'autres encore où il n'y avait jamais eu, sinon par exception, d'ouvriers espagnols: Allemagne, Suisse, Pays-Bas. En Grande-Bretagne, où ils assurent le service domestique, et en Norvège, où ils sont employés comme marins et pêcheurs, les émigrants sont moins nombreux. Ces groupes d'émigrants ont tous un comportement semblable, fait de méfiance et d'indifférence, envers les anciens émigrés, nuancé seulement par l'influence de la région ou au milieu social d'où ils procèdent. Il est évidemment des exceptions; en particulier chez les jeunes qu'agitent les préoccupations sociales et qui manifestent un grand désir de savoir. Ce sont, en général, des fils d'anciens militants. Mais il s'en trouve aussi, issus d'autres milieux, et non moins intéressants. Dans l'ensemble, le but de leur émigration est de réunir un peu d'argent pour retourner dans leur pays, et acheter là-bas un appartement, ou garage, ou une paire de bœufs, ou une douzaine de chèvres.

Il est évident que le contact de ces gens avec des milieux si différents de celui d'où ils sont issus, doit opérer une transformation dans leur esprit. Imprégnés, malgré eux, des nouvelles idées et des nouvelles formes de vie, ces émigrants devront faire quelques réflexions élémentaires sur leur condition et sur le malheur de leur pays, dont l'administration, tout en se vantant d'un progrès sans égal, oblige tant de familles à traverser la frontière, pour ne pas périr, faute de tout ce qui est nécessaire. Nous avons la preuve de cette évolution de la conscience de l'émigrant, dans les réactions que l'on peut noter un peu partout. L'Église elle-même, fort prudente jusqu'ici, et ne voulant pourtant pas indisposer le régime, met l'accent sur les préjudices «*moraux*» de l'émigration. Malgré ses aspects contradictoires, il n'est pas douteux que l'émigration des travailleurs présente quand même un côté positif. L'échec du régime dans ses prétentions de maintenir les ouvriers émigrés sous son contrôle syndical en est une preuve. De retour en Espagne, ces ouvriers ne manquent pas de se moquer du système de sécurité sociale (assurances), et d'autres «*succès*» de la politique sociale franquiste, présentée jusqu'ici comme la plus avancée en Europe.

Nous devons rappeler que le développement de cette émigration a suivi la mise en application du plan de stabilisation, c'est-à-dire l'alignement franquiste aux exigences de la nouvelle politique économique européenne. Alors vint la fermeture de nombreuses petites industries, incapables de soutenir le rythme de la concurrence, et la réduction des heures supplémentaires, grâce auxquelles les ouvriers pouvaient arriver à se nourrir. Le chômage prit de l'extension, et les patrons, soumis jusqu'alors à certains règlements concernant les modalités de licenciement, eurent les mains libres pour faire ou défaire, suivant leur caprice, les contrats de travail. Cependant, une crainte subsistait. Le manque d'emplois en se généralisant, pouvait conduire à l'agitation sociale révolutionnaire. Pour enrayer cet éventuel danger, les technocrates proposèrent l'exportation des bras inutiles. Ce programme fut accepté de suite par le capitalisme européen qui commençait à ressentir des difficultés pour le recrutement des ouvriers. Les italiens ne quittaient plus leurs foyers dans la même proportion que les années passées et les ouvriers algériens songeaient que l'indépendance allait leur assurer le bavaillon qu'ils recherchaient ailleurs. Cette collaboration capitaliste, comme l'aide américaine de 1953, allait sauver Franco et renflouer une situation des plus difficiles pour les finances du régime.

Les émigrés espagnols présentent un canut erg beat g lait ttunsïtoiff. fpr p JOV dr» émigrés tgr'igtffretti chez eux vers la quatrième ou cinquième année, et durant leur exil, Us effectuent au moins deux voyages dans leur pays. Ils gardent donc le contact avec leur famille, leur village, et, en attendant leur retour définitif, ils ne se sentent pas plus déracinés à l'étranger que certains ouvriers ou paysans castillans ou andalous, installés dans les zones plus développées du Nord ou de l'Est de l'Espagne. Par contre, ces derniers, le temps aidant, finissent par être assimilés, se confondant avec les habitants des provinces favorisées, ce qui n'arrive que rarement à l'étranger.

Parlant de ces émigrés qui courent aujourd'hui l'Europe, et qui sont, pour la majeure partie d'entre eux, appelés à rentrer en Espagne, le lecteur devra se demander la raison de ce manque de contacts entre ces hommes et ceux de la première émigration politique. En fait, et nous l'avons déjà indiqué, un excès de craintes ou de soupçons chez les premiers et autant d'incompréhension que peu de patience chez les seconds ont contribué à cette rupture. Nous pourrions justifier les uns et les autres, mais, à l'heure où nous vivons, ce ne sont plus les justifications qui comptent, sinon les réalités. En partant de celles-ci, il ne serait pas difficile de trouver un point de coïncidence. Il suffirait de comprendre que ces ouvriers n'ont pas connu l'expérience collectiviste, ne savent rien de la transformation révolutionnaire de 1936, ni ne connaissent nos doctrines. Il faut se rendre compte qu'ils sont, avec leurs défauts, l'image de l'Espagne actuelle. Le niveau culturel moyen de ces ouvriers n'est d'ailleurs pas plus bas que celui de la grande majorité des ouvriers espagnols d'avant la guerre.

Leur méfiance est la même, bien qu'ils n'aient pas grandi à la même époque. Si nous exceptons l'influence que tant d'années de propagande franquiste a pu exercer sur eux, sans d'ailleurs les gagner à sa cause, il ne reste que cette indifférence, semblable à celle de tant d'ouvriers de par le monde, sans préoccupations, sans le moindre intérêt envers tout ce qui représente l'association ou la lutte. Et que fait-on pour réveiller chez ces ouvriers des préoccupations véritables et les intéresser à quelque travail positif? Les anciens émigrés se plaignent de ne pouvoir entreprendre grand-chose loin de leur pays, cependant, ils n'ont pas attaché assez d'importance aux possibilités offertes par les émigrants. Ils négligent l'opportunité de recommencer une œuvre de véritable prosélytisme, œuvre en accord, bien entendu, avec les conditions présentes, c'est-à-dire basée sur la défense de ces ouvriers.

En vérité, l'ancienne émigration trouve plaisir à demeurer dans son isolement, comme si le monde n'avait d'autres limites que ses propres groupements et ses propres journaux. Elle a perdu l'habitude des contacts avec l'extérieur. Ne nous étonnons donc pas, aujourd'hui où l'on rencontre des ouvriers espagnols à tous les coins de rues, que d'anciens émigrés passent à leurs côtés sans manifester la moindre attention, pour qu'on ne les confonde pas avec ces nouveaux arrivants, et pensant, pour apaiser leur conscience: «*Les pauvres gens... ce qu'ils sont arriérés...*». Pendant ce temps les services franquistes organisent des centres de récréation pour ces nouveaux émigrants, et les curés, à la Pompe et ailleurs, s'occupent des problèmes d'emploi, d'assistance, d'orientation professionnelle.

On pourrait se demander où est passé le vieil esprit de l'action directe. Nous savons pourtant qu'il est vivant chez un grand nombre de camarades, et nous espérons qu'il reprendra son élan. Le chemin du bon sens, pour atteindre le plus grand nombre de nouveaux émigrés, passe par la création des cercles ouvriers ou centres d'études. Si l'ancienne émigration libertaire ne se montre pas capable d'offrir un foyer aux émigrants, et de leur assurer, en collaboration avec les camarades français, un soutien syndical et juridique, l'extension de notre influence future dans la vie espagnole sera fortement compromise.

Fernando GOMEZ PELAEZ.
